

## L'offshoring au Maroc : faits et risques

23/04/2007

La délocalisation économique ou l'Offshoring vue comme la facette la plus visible de la mondialisation vise à transférer une activité, des capitaux et des emplois en des régions du pays ou du monde bénéficiant d'un avantage compétitif afin de réduire les coûts de réalisation. En effet, Les entreprises s'adressent alors à des pays moins industrialisés où les salaires sont moins élevés, comme l'Inde, qui absorbe 80% des contrats offshore, le Vietnam, la Chine, la Russie, les pays de l'Europe de l'est et du Maghreb. Les avantages incitatifs sont liés particulièrement au coût très bas de la main d'oeuvre, à un meilleur accès aux ressources naturelles et à une fiscalité et réglementation plus attractives. Les secteurs visés dans ce cadre sont, la maintenance d'applications informatiques, les centres d'appel, l'informatique de gestion, la vente, BPO, etc.

Le Maroc grâce à sa stabilité, son emplacement géostratégique et une main-d'oeuvre efficace et à moindre coût, s'affiche comme un véritable eldorado pour l'Offshoring francophone et hispanophone. En effet, le Maroc ambitionne d'avoir une position de leadership sur le Nearshoring et de remporter le défi qui consiste à intégrer la dynamique de la mondialisation à travers notamment l'Offshoring sans renoncer à sa souveraineté et que cette intégration donne la priorité au citoyen marocain et non à l'accumulation des richesses et des profits. Pour y parvenir, le Maroc pense avoir mis tout en oeuvre afin d'avoir sa grande part de la délocalisation notamment francophone et hispanophone. Nous pouvons citer à titre d'exemple, sur le plan infrastructure et malgré que le Maroc reste classé 77e au niveau mondial en termes d'acquisition des NTIC, il propose un projet stratégique sous forme d'un parc de 53 hectares CasaShore (filiale de la holding CDG Development du groupe CDG) qui répond en grande partie aux normes internationales autour des NTIC à des coûts très compétitifs (90 DH/m<sup>2</sup>). Sur le plan fiscal, le Maroc propose un package très incitatif qui exonère les entreprises de l'IS pendant les cinq premières années et un abattement de 50% par la suite, d'un IR de 20% pour l'ensemble des employés travaillant dans le cadre de l'Offshoring. Enfin, les différentes entreprises installées au Maroc dans ce cadre bénéficieront d'une enveloppe dédiée à la formation continue d'environ 50000DH sur trois ans.

Ces efforts ne seraient réellement incitatifs et convaincantes s'il n'y a pas une garantie que le Maroc dispose des ressources humaines capables d'accompagner ce programme. Certes, le savoir-faire marocain se fait bien respectée notamment sur l'échelle européenne, et pourtant le Maroc suite à une étude, a mis aussi en place un programme nationale pour la formation des ressources humaines capable de s'insérer facilement dans ce grand chantier, en lui réservant une enveloppe budgétaire très importante, répondant au attentes des entreprises susceptibles de s'installer au Maroc. Il se traduit par le programme de formation Offshoring où participent plus de 28 établissements publics d'enseignement supérieur, le programme 10000 ingénieurs et le programme de la formation continue pris en charge par l'Anapec autour de l'Offshoring. Récemment, le Maroc s'affiche très optimiste et confiant en annonçant des chiffres très prometteurs sur la baisse du chômage avec un taux en dessous de 10% dû en grande partie à la création d'environ 522.000 emplois en 2006 dont 215.000 dans les services, une croissance avec un taux inégalé de 8,1% en 2006 et les investissements étrangers ont dépassé 12 milliards de dollars d'investissements étrangers durant la dernière décennie. C'est dans ce contexte que plusieurs entreprises à portée mondiale ont déjà manifesté leurs volonté de délocaliser des milliers d'emplois vers le Maroc : Axa assurances, BNP Paribas, Capgemini, ATOS, Tata Consultancy services (TCS)...

Il paraît que le Maroc semble bien bénéficier de l'OffShoring qui peut jouer un rôle fondamental de la croissance de l'économie répertoriés dans le plan élaboré, en mars 2005, par le cabinet McKinsey pour le gouvernement et notamment en matière de création d'emploi mais bien évidemment à un certain prix. Il est claire que les emplois créés à travers l'OffShoring risquent d'être volatiles si certaines mesures ne sont prise en parallèles. En effet, si l'un des piliers porteurs de la conception de l'Offshoring au Maroc se déstabilise, on

risquerait de voir certaines entreprises de services quitter le Maroc vers d'autres destinations ou carrément revenir au pays d'origine. Par exemple, si un autre pays émergent propose un package fiscal beaucoup plus attractif que celui proposé par le Maroc actuellement, rien n'empêcherait ces entreprises d'en profiter en quittant le Maroc pour aller s'y installer. Sur le plan social, nous devons admettre d'une part que les salaires ne doivent pas suffisamment grimper afin de conserver l'écart par rapport aux salaires dans les autres pays développés notamment européens; d'autre part, la présence syndicale au sein de ces entreprise ne sera pas suffisamment souhaitable comme cela a été le cas pour une entreprise spécialisée en microélectronique déjà installé au Maroc sans oublier au passage l'influence des syndicats anti-Offshoring dans les pays d'origine de ces entreprises. Enfin, il faut que les ressources humaines en cours de formation fassent faire preuve de compétence et de savoir faire irréprochable afin de rassurer les entreprises pour qu'elles ne soient pas obligées d'aller les chercher en dehors du Maroc.

En conclusion, les investissements étrangers via l'Offshoring permet de répondre en grande partie au problème du chômage par la création de milliers d'emplois, mais nous devons être très précis dans l'évaluation des différents enjeux de l'Offshoring et tout mettre en oeuvre pour converger vers une réelle société du savoir afin que cet impact socio-économique important ne soit pas très limité dans le temps.

Pr. Samir BELFKIH

Source: Al Bayane

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=1112>